



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de l'armement**

Direction des Opérations

Service des achats d'armement

Division achat Ile-de-France -Normandie

Site de Val de Reuil

Niveau de classification/protection

MD	MA	MS	NP
		X	

CAC Armement

ACCORD-CADRE N° 2025ID0159

N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE CHORUS : voir rubrique D de l'acte d'engagement

N° DE SERVICE EXECUTANT : D0456IU035

Passé en application des dispositions des articles L2323-1, R 2323-1 et R2323-4 du Code de la commande publique (CCP) et des articles L2325-1-1 et R2362-1 à 8 du CCP

n° 50532000-3 Services de réparation et d'entretien de machines et d'appareils électriques et de matériel connexe de la nomenclature CPV conformément au règlement CE n° 213/2008).

Date de lancement de la procédure : 05/03/2025

Objet de l'accord-cadre : Maintenance préventive et corrective, diagnostics, adaptations et mises en conformité des systèmes d'aspiration et de filtration des ateliers sur le site DGA Techniques hydrodynamiques de Val de Reuil (27).

CCAP n° FD2400113THVDR version 1.0

SOMMAIRE

ARTICLE LIMINAIRE	5
ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD-CADRE	5
1.1 Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).....	5
1.2 Annexes à l'acte d'engagement	5
1.3 Annexes au CCAP.....	5
1.4 Cahier des Clauses Techniques Particulières.....	5
1.5 Gestion logistique des biens	6
1.6 Cahier des clauses administratives communes « Armement » (CAC Armement)	6
ARTICLE 2. OBJET – PRESTATIONS - PRIX - MONTANT	7
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	7
2.2 Forme de l'accord-cadre	7
2.3 Désignation des prestations	7
2.4 Montant de l'accord-cadre	7
ARTICLE 3. CARACTERE DES PRIX	8
3.1 Contenu des prix.....	8
3.2 Date d'établissement des prix.....	8
3.3 Type et forme des prix.....	8
3.4 Révision des prix.....	9
ARTICLE 4. CONDITIONS DE PAIEMENT	10
4.1 Généralités	10
4.2 Avance.....	10
4.3 Acomptes	11
4.4 Solde.....	11
4.5 Délai de paiement.....	12
ARTICLE 5. DELAIS - LIVRAISONS	13
5.1 Durée de validité	13
5.2 Contenu des délais	13
5.3 Définition des délais.....	13
5.4 Prolongation de délais.....	14
5.5 Matériels.....	15
5.6 Documents	15
5.7 Pénalités	15
ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION	17
6.1 Responsabilité du titulaire.....	17
6.2 Clauses techniques particulières	17
6.3 Normes.....	17
6.4 Lieux d'exécution	17
6.5 Assurance qualité des fournitures (AQF).....	17
6.6 Opération de vérification, décision à l'issue des opérations de vérifications et réception	18
6.7 Prise en charge en gestion logistique des biens.....	18

6.8	Mise à disposition en cours d'exécution.....	18
6.9	Traitement des composants obsolètes	19
6.10	Dispositions particulières aux bons de commande	19
6.11	Dispositions particulières aux commandes provisionnels (diagnostics de panne).....	20
6.12	Dispositions particulières aux marchés subséquents	22
6.13	Clause de réexamen relative aux situations de crise	24
ARTICLE 7.	GARANTIE DES PRESTATIONS	24
7.1	Garantie technique.....	24
7.2	Délais de garantie de bon fonctionnement	24
ARTICLE 8.	SOUS-CONTRACTANTS	24
8.1	Sous-traitances jugées critiques.....	25
ARTICLE 9.	SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	25
9.1	Accès des personnels extérieurs intervenant sur un site relevant du ministère des armées.....	25
9.2	Lutte informatique défensive	25
	9.3 Marchés sensibles	27
ARTICLE 10.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	28
ARTICLE 11.	OBLIGATIONS PARTICULIERES	29
11.1	Sécurité des équipements de travail et des moyens de protection y compris les équipements de protection individuelle	29
ARTICLE 12.	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	29
12.1	Personnes habilitées	29
12.2	Résiliation.....	30
12.3	Nantissement.....	30
12.4	Protection des données à caractère personnel	30
12.5	Tribunaux compétents.....	31
12.6	Notification de l'accord-cadre.....	31
12.7	Entité liquidatrice – Ordonnateur – Comptable assignataire – Condition d'envoi des factures	31
12.8	Pilotage du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.....	32
12.9	Adresse de correspondance du titulaire	33
12.10	Notification dématérialisée de la personne publique à destination du titulaire	33
12.11	Notification du titulaire à destination de la personne publique.....	33
12.12	Clause Cyber sécurité	33

ARTICLE 13. LISTE DES DEROGATIONS AU CAC ARMEMENT	34
ANNEXE AX : CONDITIONS D'ACCES SUR LE SITE DGA TECHNIQUES HYDRODYNAMIQUES A VAL DE REUIL	35
ANNEXE A : ENSEMBLE DES ELEMENTS DE REDACTION DES FACTURES NECESSAIRES A LA LIQUIDATION	36
ANNEXE CS : CLAUSES DE CYBERSECURITE.....	37
ANNEXE LA TH : LIVRET D'ACCUEIL ET CONSIGNES SUR LE SITE.....	39

ARTICLE LIMINAIRE

Le Code de la Commande Publique est désigné « CCP » dans les stipulations du présent accord-cadre.

Dans l'ensemble des documents de l'accord-cadre, « le titulaire » désigne l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec le Pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne les membres du groupement (« les cotraitants »), représentés le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est régi par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

1.1 Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- L'acte d'engagement⁽¹⁾, signé par les représentants du pouvoir adjudicateur et du titulaire, hors ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) hors ses annexes.

1.2 Annexes à l'acte d'engagement

Les annexes à l'Acte d'Engagement suivantes :

- L'annexe MT « montant total de l'accord-cadre – avances – acomptes », ⁽¹⁾
- L'annexe B : « catalogue de prix des fournitures et prestations susceptibles d'être commandées au titre de bons de commande. », ⁽¹⁾
- L'annexe M : « Éléments de détermination des prix utilisés pour la valorisation des devis relatifs aux marchés subséquents / commandes provisionnelle ». ⁽¹⁾

1.3 Annexes au CCAP

Les annexes au présent CCAP suivantes :

- L'annexe AX : « Conditions d'accès sur le site de DGA Techniques Hydrodynamiques à Val De Reuil » ⁽¹⁾
- L'annexe A : « Ensemble des éléments de rédaction des factures nécessaires à la liquidation » ⁽¹⁾
- L'annexe CS « Clauses CYBER SECURITE » ⁽¹⁾
- L'annexe LA TH « Livret d'accueil et consignes sur le site » ⁽¹⁾

1.4 Cahier des Clauses Techniques Particulières

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence n° 24-00071/DGA TH/ V2 du 14/06/2024 et ses documents associés (notamment annexes et pièces jointes) qui contient les exigences techniques de la personne publique ⁽¹⁾.

(1) Documents joints

(2) Documents non joints, mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

(3) Document non joint, disponible sur le site <https://www.armement.defense.gouv.fr/>, mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

1.5 Gestion logistique des biens

- L'instruction n° 12-001262/ARM/EMA/DSA.MCO du 03/01/2023 (BOC n°4 du 13/01/2023) relative à la gestion logistique des biens et au contrôle interne logistique au sein du ministère des armées ⁽²⁾;
- et l'instruction n°1061/ARM/DGA - n° 196/ARM/EMA/PERF/MCO du 11/01/2019 (BOC n° 68 du 09/05/2019) relative à l'entrée en gestion logistique des biens issus des acquisitions d'armement ⁽²⁾;

1.6 Cahier des clauses administratives communes « Armement » (CAC Armement)

Les dérogations au CAC Armement sont listées à l'article 13 *infra*. À défaut, les dispositions du CAC Armement s'appliqueront.

Le CAC Armement ⁽³⁾ : Décision n°01D22010532/ARM/DGA/DO/ARM/DGA/DO du 18/02/2022 relative au cahier des clauses administratives communes « armement », version 3 du 14/01/2022 (BOA n°38 du 20/05/2022, texte 1) ⁽²⁾.

- et son chapitre IX relatif au traitement d'une non-conformité, à l'émission et au traitement d'une demande de dérogation.

(1) Documents joints

(2) Documents non joints, mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

(3) Document non joint, disponible sur le site <https://www.armement.defense.gouv.fr/>, mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

ARTICLE 2. OBJET – PRESTATIONS - PRIX - MONTANT

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective, diagnostics, adaptations et mises en conformité des systèmes d'aspiration et de filtration des ateliers sur le site DGA Techniques hydrodynamiques de Val de Reuil (27).

2.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à marchés subséquents et à bons de commande.

Le présent accord-cadre définit les termes régissant les marchés conclus sur son fondement dits « marchés subséquents » à passer pour, notamment, la maintenance corrective non prévue au BPU et l'émission des bons de commande.

2.3 Désignation des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations (ou fournitures) définies en annexe B de l'acte d'engagement : « Bordereau de prix et de délais des fournitures et prestations susceptibles d'être commandées au titre de bons de commande » qui lui seront commandées dans les conditions de l'article 6.10 *infra*.

Certaines prestations sont subordonnées à la passation de marchés subséquents. Ceux-ci sont établis dans les conditions prévues à l'article 6.12 *infra* et selon les éléments de valorisation figurant en annexe M « Éléments de détermination des prix utilisés pour la valorisation des devis relatifs aux marchés subséquents. » citée au 1.2 *supra*.

Les exigences applicables à tous les marchés subséquents sont définies dans le CCTP cité à l'article 1.4 du présent document.

Dans la suite de ce document, le CCTP du marché subséquent fait référence au CCTP joint au marché subséquent et aux exigences applicables à tous les marchés subséquents définies dans le CCTP cité à l'article 1.4 du présent document.

2.4 Montant de l'accord-cadre

Le montant maximum de l'Accord-Cadre, pour sa durée totale de validité, est fixé en annexe MT de l'acte d'engagement.

La somme des montants des bons de commandes et des marchés subséquents, conclus sur le fondement du présent accord-cadre pendant sa période de validité, ne peut excéder le montant maximum de l'accord-cadre.

Le montant de la taxe est donné à titre indicatif ; le règlement sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 3. CARACTERE DES PRIX

3.1 Contenu des prix

Les prix des bons des commandes et des marchés subséquents comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations et aux fournitures décrites au CCTP mentionné à l'article 1.4 *supra* ou dans les CCTP des marchés subséquents et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- le stockage,
- la mise en service,
- l'assurance,
- les garanties définies à l'article ARTICLE 7 *infra*,
- la documentation prévue au CCTP,
- en cas de mise en œuvre de la garantie ou de réalisation d'expertise, modification ou réparation dans les locaux du titulaire ou de ses sous-traitants, l'emballage, le chargement, le transport, l'assurance et les formalités douanières, droits et taxes applicables, le cas échéant,
- les déplacements du titulaire et des sous-traitants éventuels,
- les opérations de vérification,
- la livraison franco de port en France métropolitaine, droits d'autorisation d'exportation éventuels et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- au remplacement des pièces défectueuses à hauteur de 250 € HT par intervention (lors de chaque visite préventive ou de chaque diagnostic de panne).
- à l'évacuation et à l'élimination des déchets du titulaire (EPI...),
- à l'établissement d'un plan de prévention annuel,
- au nettoyage du chantier après chaque intervention.

3.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux mentionnés aux annexes B et M de l'Acte d'Engagement sont établis à la date dite « date d'établissement des prix » définie en rubrique B5 de l'Acte d'Engagement.

3.3 Type et forme des prix

Bons de commande ou prestations décomptées d'un bon de commande provisionnel :

Les prix des prestations et des fournitures de l'annexe B de l'acte d'engagement cité au 1.2 *supra* sont unitaires définitifs.

Les bons de commande et bons de commande provisionnels seront passés, dans les conditions prévues à l'article 6.10 et 6.11 *infra*, à prix initial définitif sur la base des prix unitaires fixés à l'annexe B de l'acte d'engagement. Ces prix unitaires sont révisables dans les conditions prévues à l'article 3.4.1 *infra*.

Marchés subséquents

Les taux horaires de main d'œuvre qui figurent à l'annexe M de l'acte d'engagement et servant à l'établissement des devis des marchés subséquents, sont unitaires définitifs.

Les marchés subséquents seront passés dans les conditions prévues à l'article 6.12 *infra* et à prix fermes. Ils seront établis sur la base des éléments de détermination des prix utilisés pour la valorisation des devis indiqués en annexe M de l'acte d'engagement, ajustés suivant les stipulations de l'article 3.4.2 *infra*.

3.4 Révision des prix

3.4.1 Pour les bons de commande et bons de commande provisionnels

En cas de changement par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au titulaire/mandataire, par l'autorité signataire du marché ou son représentant, par ordre de service. Le titulaire/mandataire disposera d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

Bons de commande et bons de commande provisionnel :

Les prix des items P.1.1 à P.51 inclus sont révisés annuellement selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \cdot \left(0,15 + 0,75 \frac{Sw - IME_1}{Sw - IME_0} + 0,10 \frac{PsdL_1}{PsdL_0} \right)$$

Dans lesquelles :

P_1 = prix révisé,

P_0 = prix à la date d'établissement des prix du marché fixé à l'article 3.2 *supra*,

Sw - IME est la valeur de l'indice mensuel du Coût Horaire du Travail révisé - Tous Salariés - dans l'Industrie mécanique et électrique publié sous www.insee.fr, sous l'identifiant 001565183,

PsdL est l'indice des produits et services divers, publié mensuellement sur le portail de l'armement "ixarm",

Les valeurs (0) des indices sont lues aux conditions économiques correspondant à la date d'établissement des prix du marché fixé à l'article 3.2 *supra*.

La date de lecture des indices " 1 " est trois mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

3.4.2 Pour les marchés subséquents

Les prix de l'annexe M de l'acte d'engagement sont révisés annuellement selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \cdot \left(0,15 + 0,75 \frac{Sw - IME_1}{Sw - IME_0} + 0,10 \frac{PsdL_1}{PsdL_0} \right)$$

Dans lesquelles :

P_1 = prix révisé,

P_0 = prix à la date d'établissement des prix du marché fixé à l'article 3.2 *supra*,

Sw - IME est la valeur de l'indice mensuel du Coût Horaire du Travail révisé - Tous Salariés - dans l'Industrie mécanique et électrique publié sous www.insee.fr, sous l'identifiant 001565183,

PsdL est l'indice des produits et services divers, publié mensuellement sur le portail de l'armement "ixarm",

Les valeurs (0) des indices sont lues aux conditions économiques correspondant à la date d'établissement des prix du marché fixé à l'article 3.2 *supra*.

La date de lecture des indices " 1 " est trois mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Généralités

Les paiements dus au titulaire (et au sous-traitant à paiement direct) au titre du présent accord-cadre s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

Le titulaire doit se reporter aux indications de l'annexe A du présent CCAP « Ensemble des éléments de rédaction des factures, nécessaires à la liquidation », pour l'établissement de ses demandes de paiement (factures).

4.2 Avance

4.2.1 Calcul de l'avance

Si le titulaire n'a pas refusé le versement de l'avance (Rubrique B6 de l'Acte d'Engagement), il est versé au titulaire, dans le délai maximum fixé à l'article 4.5 *infra*, pour les marchés subséquents et les bons de commande :

- Pour chaque bon de commande dont le montant de la commande est supérieur à 250 000 € HT (50 000 € HT lorsque le bénéficiaire est une PME) et dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois (deux mois lorsque le bénéficiaire est une PME), une avance égale à :
 - si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure à douze mois : 5% (30% lorsque le bénéficiaire est une PME) du montant initial TVA comprise du bon de commande (*hors sous-traitance à paiement direct*),
 - si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois : 5% (30% lorsque le bénéficiaire est une PME) d'une somme égale à douze fois le montant initial TVA comprise du bon de commande (*hors sous-traitance à paiement direct*) divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois.
- Pour chaque marché subséquent dont le montant est supérieur à 250 000 € HT (50 000 € HT lorsque le bénéficiaire est une PME) et dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois (deux mois lorsque le bénéficiaire est une PME), une avance égale à :
 - si la durée d'exécution du marché est inférieure ou égale à douze mois : 5% (30% lorsque le bénéficiaire est une PME) du montant initial TVA comprise du marché (*hors sous-traitance à paiement direct*),
 - si la durée d'exécution du marché est supérieure à douze mois : 5% (30% lorsque le bénéficiaire est une PME) d'une somme égale à douze fois le montant initial TVA comprise du marché (*hors sous-traitance à paiement direct*) divisé par la durée du marché exprimée en mois.

4.2.2 Remboursement des avances

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché subséquent ou du bon de commande et doit être terminé lorsque ce montant atteint 80 % du montant TTC du marché subséquent ou du bon de commande.

4.3 Acomptes

Les bons de commande et marchés subséquents dont la durée totale d'exécution est supérieure à six mois (*trois mois si le titulaire est une PME*) pourront faire l'objet de versements d'acomptes. Dans ce cas, les modalités et les montants des acomptes seront définis dans les bons de commande et les marchés subséquents.

La périodicité de ces acomptes éventuels n'excédera pas 6 mois (*3 mois pour une PME*). Le montant des acomptes ne pourra pas être supérieur au montant des prestations réellement exécutées et leur total ne pourra excéder 80% du montant initial TVA comprise du bon de commande ou du marché subséquent concerné.

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, l'autorité signataire du marché (ou son représentant) peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondants à l'acompte suspendu.

Le cas échéant, si le jalon technique prévu dans le tableau d'acompte prévoit la remise d'un document, l'autorité chargée du constat, sans mener une analyse qualitative exhaustive du document (qui n'aura lieu qu'au moment des opérations de vérification) devra néanmoins vérifier que le document remis contient les éléments demandés dans le CCTP.

Les demandes de paiement d'acompte sont transmises en un exemplaire à la personne publique selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 12.7.4 *infra*.

Dans le cas d'acomptes concernant différents postes mais intervenant à la même échéance, le titulaire regroupera ses demandes dans la mesure du possible en identifiant le détail poste par poste et, dans ce cas, un seul acompte correspondant au total sera versé.

Le montant de chaque acompte fait l'objet d'une révision de prix.

La révision de prix est calculée sur le montant de chaque acompte selon les stipulations de l'article 3.4 *supra*.

Le montant de la révision due est versé pour chaque acompte au moment du versement de l'acompte concerné.

4.4 Solde

La composition détaillée des prestations figure dans le CCTP mentionné à l'article 1.4 *supra* ou dans les CCTP des marchés subséquents.

Pour les marchés subséquents et les bons de commande :

Sauf mention contraire, chaque poste d'un marché subséquent ou d'un bon de commande constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

Pour les bons de commande provisionnels :

Chaque bon de commande provisionnel fait l'objet de paiements partiels définitifs pour chaque prestation décomptée.

Chaque prestation décomptée d'un bon de commande provisionnel constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

Les livraisons incomplètes ou non conformes réceptionnées partiellement selon les dispositions des articles 29 et 31 du CAC Armement constitueront un lot de livraison et un lot de liquidation

financière pouvant faire l'objet d'un règlement partiel définitif, dont les modalités financières seront définies dans la décision visée à l'article 31.3 du CAC Armement.

Les fournitures restant à livrer pourront constituer un ou plusieurs lots de livraison et de liquidation financière donnant lieu à un règlement partiel définitif.

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

Les demandes de paiement de solde (*le cas échéant visées par le mandataire*) sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 12.7.4 *infra*.

En cas de sous-traitance à paiement direct

Pour chaque lot de liquidation financière, le montant, révision de prix (ou actualisation de prix) comprise, qui sera réglé au titulaire (au(x) cotraitant(s) concerné(s)) sera égal à la différence entre le montant qui résultera de l'application de la formule de révision de prix (ou d'actualisation de prix) sur le prix du lot de liquidation financière et le montant, révision de prix qui résultera de l'application de la formule de révision de prix du sous-traité comprise, qui sera réglé au sous-traitant à paiement direct.

4.5 Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au titulaire.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire (*le cas échéant au* cotraitant concerné) des intérêts moratoires, dans les conditions et au taux fixé par le CCP.

Pour les avances, acomptes et soldes, le point de départ du délai de paiement est, conformément aux dispositions du CCP :

Pour l'avance : la date de notification du marché subséquent ou du bon de commande

Pour les acomptes, la plus tardive des deux dates entre :

- la date d'ouverture du droit à acomptes (date de réalisation du jalon technique et/ou date de l'échéance périodique) telle que prévue à l'article 4.3 *supra*, dans les bons de commande ou les marchés subséquents,

et

- la date de réception par la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 12.7.4 *infra*, de la demande d'acomptes.

Pour les soldes (bons de commande ou marchés subséquents) ou les règlements partiels définitifs (bons de commande provisionnels), sous réserve des stipulations de l'article 4.4 *supra*, à compter de la plus tardive des deux dates entre la date de réception des fournitures (cf. article 6.6 *infra*) et la date de réception par la personne publique de la facture, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 12.7.4 *infra*.

Pour les bons de commande provisionnels :

Les factures relatives aux prestations décomptées d'un bon de commande provisionnel doivent obligatoirement mentionner le(s) n° d'item du BPU utilisé(s).

ARTICLE 5. DELAIS - LIVRAISONS

5.1 Durée de validité

Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité de l'accord-cadre, pendant laquelle peuvent être émis des bons de commande, bons de commande provisionnels et des marchés subséquents, est de 6 ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

Il est possible d'émettre des bons de commande et marchés subséquents pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande et marchés subséquents notifiés pendant cette période de validité seront exécutés jusqu'à leur terme.

Il est possible d'émettre des bons de commande provisionnels pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande provisionnels notifiés pendant cette période de validité seront exécutés jusqu'à leur terme.

Le délai de validité des bons de commande provisionnels est de 12 mois maximum et s'entend à compter de la date de notification dudit bon de commande provisionnel.

5.2 Contenu des délais

Les délais prévus à l'accord-cadre pour les bons de commande et les marchés subséquents, s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des sous-contractants).

En complément des dispositions cités à l'article 2.7 du CAC Armement (week-end et jours fériés), les délais en jours ouvrés pour les prestations réalisées sur le site de DGA TH s'entendent hors jours de fermeture du site.

5.3 Définition des délais

Les délais d'exécution et/ou de livraison des postes des bons de commande seront fixés dans ces derniers conformément à l'annexe B de l'acte d'engagement.

En cas de pluralité de prestations commandées à une même date de début d'exécution, le délai global d'exécution de l'ensemble des items concernés sera égal à la somme des délais de chacun des items.

Les délais d'exécution et/ou de livraison des postes des marchés subséquents seront fixés dans ces derniers.

Sauf mention contraire, les délais fixés dans les marchés subséquents s'entendent :

- à compter de la date de notification du bon de commande, de la commande provisionnelle ou du marché subséquent,
- comme délai de présentation aux opérations de vérification.

Sauf mention contraire dans les bons de commande ou les bons de commande provisionnels,

Maintenance préventive – Items P.1.1 à P.1.8 (Bons de commande) :

- Le délai des items P.1.1 à P.1.8 défini à l'annexe B de l'acte d'engagement s'entend à compter de la date de début d'intervention notifiée par courriel par DGA TH (avec un préavis d'au minimum 15 jours ouvrés) jusqu'à la mise à jour du registre de maintenance comme délai de présentation aux opérations de vérification.

Diagnostic en cas de panne – Items P.2 et P.3 (Bons de commande provisionnels) :

Le titulaire devra répondre à toutes demandes de diagnostic qui lui seront transmises pendant la validité dudit bon de commande provisionnel dans les délais mentionnés ci-dessous.

- Cas de la demande d'intervention pour diagnostic (panne urgente) :

Le titulaire dispose de 2 jours ouvrés à compter de la notification du courriel de déclenchement de la prestation de diagnostic par la personne chargée du suivi d'exécution, pour :

- réaliser le diagnostic ;
- remettre le compte rendu de diagnostic
- fournir un devis de réparation sous **5 jours ouvrés** (à compter de la date du diagnostic).

Ce délai s'entend comme délai de présentation aux opérations de vérification.

- Cas de la demande d'intervention pour diagnostic (panne non urgente) :

Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de la notification du courriel de déclenchement de la prestation de diagnostic par la personne chargée du suivi d'exécution, pour :

- réaliser le diagnostic ;
- remettre le compte rendu de diagnostic
- fournir un devis de réparation sous **10 jours ouvrés** (à compter de la date du diagnostic).

Ce délai s'entend comme délai de présentation aux opérations de vérification.

La date de notification du courriel de diagnostic déclenchant la prestation ne pourra pas être postérieure à la date de fin de validité du bon de commande provisionnel concerné.

Dans chaque courriel de diagnostic sera précisé le degré d'urgence : panne urgente ou non urgente.

Maintenance corrective et le démantèlement du système DELTA NEU – Items P.4 à P.51 (bons de commande) :

Les délais d'exécution, figurant à l'annexe B de l'acte d'engagement, seront indiqués dans les bons de commande ou dans les courriels de commandes pour réparations (urgentes) décomptées d'un bon de commande provisionnel conclus sur la base du présent accord-cadre et s'entendent à compter de :

- La date de notification du bon de commande,
- La date mentionnée dans le courriel de commande pour les prestations décomptées d'un bon de commande provisionnel (en cas d'urgence et sous réserve d'avoir un bon de commande provisionnel en cours de validité et une ressource financière suffisante)

Jusqu'à la mise à jour du registre de maintenance comme délai de présentation aux opérations de vérifications.

5.4 Prolongation de délais

Une prolongation de délai est accordée de plein droit et sans autre formalité en cas de retard du fait de la personne publique dans la mise à disposition des installations (incluant les interruptions de travail temporaires), matériels, moyens ou documents, tels que prévus au contrat d'une durée égale au retard dans la mise à disposition.

Cette prolongation sera indiquée dans les décisions de réception. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait de cette prolongation automatique de délai.

5.5 Matériels

La livraison des éventuels matériels sera effectuée à destination, franco de port en France métropolitaine sur le site de DGA TH à Val de Reuil.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire, dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire.

Les matériels devront être accompagnés d'un « état modèle F », établi par le titulaire de l'accord-cadre, et destiné au gestionnaire de biens en charge de la gestion logistique des biens.

Le titulaire fera son affaire de tout litige avec le transporteur (manquants et dommages constatés par le destinataire). Toutefois le titulaire s'engage à faire en sorte que l'administration soit informée dans les meilleurs délais de tout événement de nature à retarder ou à empêcher l'arrivée à destination du matériel.

Tout envoi doit donner lieu à l'établissement d'un « Etat modèle F »¹ et d'un bordereau de livraison.

5.6 Documents

Les documents à fournir par le titulaire au titre de l'accord-cadre sont listés au CCTP mentionné à l'article 1.4 *supra* et/ou dans les CCTP des marchés subséquents.

Sauf indication contraire indiquée au CCTP, la livraison des documents à fournir au titre de l'accord-cadre sera effectuée en un exemplaire papier et un exemplaire sur support informatique (fichier natif modifiable + fichier « pdf ») au Département FP de DGA TH.

La lettre ou le bordereau d'envoi au service des documents qui conditionnent l'ouverture des droits à paiement porte la mention « pièce justificative de paiement ».

Aucune mention de protection ou de restriction de reproduction ou de diffusion ne doit apparaître sur les livrables de l'accord-cadre.

5.7 Pénalités

5.7.1 Pénalité de retard sur la maintenance préventive et le démantèlement du système DELTA NEU – items P.1.1 à P.1.8 inclus et P.51 (bons de commande)

Si les délais des items P.1.1 à P.1.8 inclus et P.51 définis à l'annexe B de l'acte d'engagement sont dépassés, une pénalité égale à 100 € par jour de retard sera appliquée.

5.7.2 Pénalité de retard sur les diagnostics de panne – Items P.2 et P.3 (bons de commande provisionnels)

Panne « Urgente » - Item P.2

Si le délai de l'item P.2 de 2 jours ouvrés est dépassé, une pénalité égale à 500 € par jour de retard sera appliquée pour les 2 premiers jours et 1000 € par jour pour les jours suivants.

Panne « Non urgente » - Item P.3

Si le délai de l'item P.3 de 5 jours ouvrés est dépassé, une pénalité égale à 300 € par jour de retard sera appliquée pour les 2 premiers jours et 500 € par jour pour les jours suivants.

¹ Le formulaire « Etat Modèle F » est téléchargeable sur le site www.armement.defense.gouv.fr

5.7.3 Pénalité de retard sur la fourniture des devis de réparation suite à diagnostics de panne – items P.2 et P.3 (bons de commande provisionnels)

Panne « Urgente » - Item P.2

Si le délai de fourniture du devis de réparation dépasse les 5 jours ouvrés à compter de la date du diagnostic de panne, une pénalité égale à 500 € par jour de retard sera appliquée pour les 2 premiers jours et 1000 € par jour pour les jours suivants.

Panne « Non urgente » - Item P.3

Si le délai de fourniture du devis de réparation dépasse les 10 jours ouvrés à compter de la date du diagnostic de panne, une pénalité égale à 300 € par jour de retard sera appliquée pour les 2 premiers jours et 500 € par jour pour les jours suivants.

5.7.4 Pénalité de retard sur la maintenance corrective – Items P.4 à P.50 (bons de commande)

Si les délais des items P.4 à P.50 définies à l'annexe B de l'acte d'engagement sont dépassés, une pénalité égale à 300 € par jour de retard sera appliquée pour les 2 premiers jours et 500 € par jour pour les jours suivants.

5.7.5 Pénalité de retard sur les postes des marchés subséquents

Si les délais définis aux marchés subséquents sont dépassés, une pénalité égale à 300 € par jour de retard sera appliquée pour les 2 premiers jours et 500 € par jour pour les jours suivants.

5.7.6 Pénalités pour manquement aux règles de sécurité HSCT

Pour l'ensemble des prestations prévues au titre du présent accord-cadre, dès lors qu'une observation de sécurité (document annexé au plan de prévention, arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme de la défense) est relevée pendant le déroulement du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 27.1 CAC Armement des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

P = 1001 € HT par nouvelle observation de sécurité relevée au-delà de la deuxième au cours des douze (12) derniers mois glissants.

Ces pénalités sont décomptées sur le solde du lot de liquidation financière concerné. Si plusieurs lots de liquidation financière sont concernés, elles ne seront appliquées que sur un seul poste.

5.7.7 Calcul de pénalités du lot de liquidation :

La valeur totale des pénalités au niveau du lot de liquidation financière sera la somme des pénalités associées à chaque motif de pénalisation au titre de ce lot.

5.7.8 Exonération de pénalités

Le titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités dont le montant ne dépasse pas mille (1000) euros hors taxe par lot de liquidation financière concerné.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme réalisé selon les clauses du présent accord-cadre.

Il doit :

- Obtenir le résultat demandé (cf. CCTP cité à l'article 1.4 *supra* ou CCTP des marchés subséquents) avec les moyens qu'il a choisis,
- Donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre (cf. article 20 du CAC Armement).

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens fondés sur un système qualité lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent accord-cadre et d'en apporter la preuve.

6.2 Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), mentionné à l'article 1.4 *supra* ou dans les CCTP des marchés subséquents.

6.3 Normes

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes – parties, chapitres ou paragraphes de normes – référencées dans le CCTP mentionné à l'article 1.4 *supra* ou dans les CCTP des marchés subséquents en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre par le titulaire, ou à tout autre référence accessible au pouvoir adjudicateur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter et pour lesquelles une réponse sera faite par l'autorité signataire de marché (*ou son représentant*). Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire du marché (*ou de son représentant*) pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à la place de celles citées dans l'accord-cadre,
- des normes d'indice autre que celui cité dans l'accord-cadre,

et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations contractuelles.

6.4 Lieux d'exécution

Les interventions sur site (prestations/livraisons) seront réalisées sur le site de DGA Techniques hydrodynamiques Chaussée du Vexin 27105 VAL DE REUIL.

Les modalités d'accès sur le site de DGA TH sont indiquées en annexe AX.

6.5 Assurance qualité des fournitures (AQF)

L'assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.5.1 *infra*) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité ; ce processus est défini dans le CAC Armement (article 20).

6.5.1 Autorité responsable de l'AQF

Dans le présent accord-cadre, en application du CAC Armement (article 20), l'autorité responsable de l'AQF est le directeur du centre de DGA TH (*ou son représentant*) qui sera l'interlocuteur du titulaire pour l'organisation de la réunion de lancement de l'AQF.

6.5.2 Exercice de l'AQF

Les dispositions générales relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées à l'article 20 du CAC Armement.

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP, cité à l'article 1.4 *supra*.

6.6 Opération de vérification, décision à l'issue des opérations de vérifications et réception

6.6.1 Opération de vérification

Les opérations de vérification sont de la responsabilité du pouvoir adjudicateur (ou de son représentant).

Sauf disposition contraire dans les bons de commande ou dans les marchés subséquents, les opérations de vérifications des postes de ces bons de commande et marchés subséquents se dérouleront à destination.

Dans le présent accord-cadre, l'autorité qui assume les missions de l'autorité chargée des opérations de vérifications préalables à la réception et de suivi de l'exécution des prestations est désignée à l'article 12.8.

Le titulaire informe par écrit le chargé de suivi de l'exécution de la date à laquelle il se présente aux opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 29.1 du CAC Armement, le titulaire ne sera pas informé des dates et heures fixées pour les opérations de vérifications.

6.6.2 Autorité chargée de la décision et délai de notification de la décision

Sauf dispositions contraires dans les bons de commande et les marchés subséquents, et conformément aux dispositions de l'article 31 du CAC Armement, l'autorité signataire du marché ou son représentant prononcera la décision et disposera d'un délai de deux (2) mois à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour notifier sa décision.

6.6.3 Date d'effet de la réception

La date d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception, à défaut il s'agit de la date indiquée dans la décision de réception comme date de fin des opérations de vérification. Toutefois, la date d'effet de la réception ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision de réception du poste/marché subséquent concerné.

6.7 Prise en charge en gestion logistique des biens

Les documents ne feront pas l'objet d'une entrée dans les ressources logistiques.

Les matériels livrés seront pris en charge par le gestionnaire de biens du lieu de livraison du matériel.

6.8 Mise à disposition en cours d'exécution

Le cas échéant, pour l'exécution du présent accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article 14 ou 16 du CAC Armement, l'État pourra mettre à disposition du titulaire gratuitement les moyens, les matériels, les documents qui, en cours d'exécution du marché, s'avèreraient nécessaires et seraient précisés par ordre de service, signé par l'autorité signataire du marché (ou son représentant).

Ces moyens ou ces matériels devront être en bon état de marche. Un état contradictoire sera établi pour constater l'état du moyen ou du matériel au moment de la mise à disposition. La date effective de la mise à disposition sera celle de l'état contradictoire constatant le bon état du

moyen ou du matériel et sa conformité à la définition prévue au marché ou dans l'ordre de service.

La valeur des moyens ou des matériels sera indiquée dans l'ordre de service ou au plus tard dans l'état contradictoire.

La personne publique mettra à disposition le(s) document(s) par tout moyen permettant de lui donner une date certaine, conformément à l'article 2.2 du CAC Armement, qui sera la date effective de la mise à disposition.

Ces documents devront être conformes aux attendus relatifs à leur désignation figurant dans l'ordre de service et devront correspondre à la dernière version disponible à la date de mise à disposition.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 14 du CAC Armement, le titulaire disposera de 30 jours à compter de la date de mise à disposition du document pour émettre (conformément à l'article 2.2 du CAC Armement) des réserves majeures (ne permettant pas la réalisation nominale des prestations ou nécessitant des prestations supplémentaires du titulaire non prévu au CCTP). Si le pilote du suivi de l'exécution désigné à l'article 12.8 *infra* considère que ces réserves sont justifiées, le document sera considéré comme non fourni par l'État.

L'ordre de service précisera, le cas échéant, les documents qui ne pourront pas être transmis par le titulaire à ses sous-traitants pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire reportera vis-à-vis de ses éventuels sous-traitants leurs obligations relatives aux documents transmis que sont notamment de tenir confidentielles les informations contenues dans ces documents et de leur préciser que cette communication ne constitue pas une divulgation au regard de la législation sur les brevets.

Le(s) document(s) mis à disposition (cf. ordre de service) ne pourront être utilisés que pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre.

6.9 Traitement des composants obsolètes

Le titulaire prend l'engagement de procéder à toutes les recherches nécessaires au traitement des obsolescences qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire prend l'engagement de faire son affaire des obsolescences mineures des composants qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, en les palliant par une méthode de son choix, tout en informant la personne publique, étant entendu que cette méthode ne devra avoir de répercussions ni sur les prix, ni sur les clauses techniques, ni sur les délais.

Pour les obsolescences ne pouvant être traitées sans répercussion sur les prix, les clauses techniques ou les délais, le titulaire informera la personne publique dès l'identification de l'obsolescence pour convenir des modalités de gestion de celle-ci.

6.10 Dispositions particulières aux bons de commande

Les maintenances préventives et correctives et le démantèlement du système DELTA NEU s'exécutent par l'émission de bons de commande, notifiés au titulaire, au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les conditions fixées dans le présent accord-cadre s'appliquent aux bons de commande.

Les items de l'annexe B de l'acte d'engagement pouvant faire l'objet d'un bon de commande sont :

- Maintenance préventive : items P.1.1 à P.1.8,
- Maintenance corrective : items P.4 à P.50,
- Démantèlement du système DELTA NEU : item P.51.

6.10.1 Contenu d'un bon de commande

Chaque bon de commande précisera :

- le numéro et la date du bon de commande,
- l'objet détaillé, les quantités et la définition des fournitures et prestations commandées,
- le montant total du bon de commande (calculé sur la base des prix figurant en annexe B de l'acte d'engagement),
- la décomposition en postes et le montant de chaque poste,
- le montant de l'avance éventuelle,
- les délais d'exécution (tels que figurant en annexe B de l'acte d'engagement) et le point de départ des délais,
- le plan d'acomptage éventuel,
- le numéro d'EJ CHORUS du bon de commande, (à reporter sur les demandes de paiement),
- les conditions de paiement
- toutes autres indications nécessaires.

6.10.2 Acceptation du bon de commande

Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à dater de la réception d'un bon de commande pour faire connaître ses réserves. L'émission du bon de commande par la personne publique et l'émission des réserves par le titulaire se font conformément à l'article 2.2 du CAC Armement, en cas d'envoi postal, c'est la date de l'accusé de réception qui sera retenue. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

6.10.3 Autorité signataire du bon de commande

L'autorité signataire du marché (ou son représentant) est seule habilitée à signer les bons de commande.

Si aucun bon de commande n'est passé au titulaire, celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6.11 Dispositions particulières aux commandes provisionnels (diagnostics de panne)

Les conditions fixées dans le présent accord-cadre s'appliquent aux commandes provisionnelles.

Ces bons de commande provisionnels ont vocation à couvrir, dans un souci de réactivité, des demandes de diagnostics en cas de panne (items P.2 et P.3),

Les prestations proprement dites seront commandées au fur et à mesure des besoins du centre, dans les conditions fixées au 6.11.4 *infra*. Le montant de chaque prestation commandée par la personne chargée du suivi d'exécution désignée à l'article 12.8 (courriel de déclenchement), sera déduit du montant provisionnel. Il en résultera un montant provisionnel résiduel.

Aucune prestation ne doit être exécutée en cas de dépassement du montant provisionnel. Si une demande est formulée au titulaire alors que le montant provisionnel résiduel est insuffisant, le titulaire ne doit pas exécuter la prestation. De même, le titulaire est tenu de s'assurer qu'un bon de commande provisionnel et qu'un déclenchement par courriel de commande ou courriel de diagnostic lui est préalablement notifié avant de commencer une prestation.

Le montant d'un bon de commande provisionnel n'engage pas l'Etat sur un montant de commande réel. Si aucune commande n'est passée au titulaire dans le cadre d'un bon de commande provisionnel ou si le montant maximum n'est pas atteint à la date de clôture de celui-ci, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6.11.1 Contenu d'une commande provisionnelle

Chaque commande précisera :

- le numéro et la date de la commande provisionnelle,
- l'objet de l'accord-cadre auquel il est rattaché
- le montant maximum de la commande provisionnelle,
- la durée de validité du bon de commande,
- toutes autres indications nécessaires.

6.11.2 Acceptation de la commande provisionnelle

La notification de chaque bon de commande provisionnel pourra être effectuée par voie postale ou dématérialisée.

La date figurant sur l'accusé de réception, sera retenue comme date de notification.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours à dater de la réception de la commande provisionnelle pour faire connaître ses observations. En l'absence de toute contestation notifiée dans ce délai, le titulaire sera considéré comme ayant accepté la commande provisionnelle.

En cas de réserves mineures émises par le titulaire dans le délai susvisé de trente (30) jours et sur lesquelles les parties pourront trouver un accord rapidement, un rectificatif à la commande provisionnelle sera éventuellement établi.

Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande provisionnel.

En cas de réserves majeures, la commande provisionnelle sera annulée et le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

L'émission de la commande provisionnelle par la personne publique et l'émission des réserves par le titulaire se font conformément à l'article 2.2 du CAC Armement ; en cas d'envoi postal, c'est la date de l'accusé de réception qui sera retenue.

6.11.3 Autorité signataire de la commande provisionnelle

L'autorité signataire du marché (ou son représentant) est seule habilitée à signer les commandes provisionnelles.

Si aucune commande n'est passée au titulaire, celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6.11.4 Modalités d'exécution des commandes sur des bons de commande provisionnels

Dans le cadre de chaque bon de commande provisionnel, la personne chargée du suivi d'exécution désignée à l'article 12.8 est habilitée à émettre, avec copie au service achats (voir article 12.8), des courriels de commande de diagnostics (items P.2 et P.3) prévus à l'accord-cadre dans la limite du plafond fixé au bon de commande provisionnel concerné.

Chaque prestation effectuée au titre des diagnostics de panne ou de maintenance corrective urgente (décomptée d'un bon de commande provisionnel) fera l'objet d'une facturation.

Les prestations de diagnostics de panne et de maintenance corrective urgente sont exécutées après l'émission d'un courriel de commande ou de diagnostic au titre d'un bon de commande provisionnel en cours de validité.

Le courriel de commande ou de diagnostic précisera :

- le numéro et l'objet de l'accord-cadre auquel il est rattaché,
- le n° du bon de commande provisionnel concerné en cours de validité et son n° EJ Chorus,
- le n° d'item au titre duquel la commande est passée ou l'urgence du diagnostic,
- le montant total de la commande,

- la date de début d'exécution des prestations et le délai maximum d'exécution ou de livraison,
- toutes autres indications nécessaires tant sur le plan administratif que financier,

Ces différents types de courriels sont adressés au titulaire à l'adresse électronique indiquée à l'article 12.8 du présent document.

Le titulaire accuse réception du courriel de commande ou de diagnostic par retour de mail avec copie au service Achats (voir article 12.8 *infra*) en précisant le montant restant sur le bon de commande de provisionnel concerné.

Il dispose d'un délai de deux (2) jours à compter de la date de réception de la commande pour faire connaître ses réserves. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif à la commande ou d'une annulation de celle-ci. Dans cette éventualité, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6.11.5 Clôture d'un bon de commande provisionnel

Au terme de la validité d'un bon de commande provisionnel (durée atteinte ou montant maximum atteint) ou sur décision de l'autorité signataire de marché en cours de validité d'un bon de commande provisionnel, un ordre de service de clôture du bon de commande provisionnel pourra être notifié au titulaire.

Cet ordre de service récapitule le montant des commandes passées au titre du bon de commande provisionnel, arrête le montant définitif total de celui-ci et met fin au bon de commande provisionnel, lequel ne pourra donc plus faire l'objet de commandes ultérieures.

Dans tous les cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6.12 Dispositions particulières aux marchés subséquents

6.12.1 Objet et forme des marchés subséquents

Un marché conclu sur la base du présent accord-cadre, appelé « marché subséquent », est un document écrit qui précise, entre autres, la définition des besoins, les délais, la nature et la quantité des livrables, le prix et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été précisées dans l'accord-cadre.

Les marchés subséquents seront passés pour couvrir les prestations définies à l'article 5.1.4 du CCTP cité à l'article 1.4 du présent document.

Aucune prestation ne peut être exécutée si elle n'est pas prescrite par un marché subséquent notifié au préalable.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre sont des marchés ordinaires.

Les marchés subséquents ne pourront pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre.

6.12.2 Documents contractuels régissant les marchés subséquents

Les marchés subséquents conclus sur le présent accord-cadre sont régis par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

- L'ensemble des documents régissant l'accord-cadre cités à l'article ARTICLE 1 *supra* ;
- Le marché subséquent qui sera composé d'un cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché subséquent qui contient les exigences techniques de la personne publique ;
- Toutes autres pièces contractuelles éventuelles nécessaires au stade du marché subséquent.

6.12.3 Spécificités des marchés subséquents

Le présent accord-cadre comporte l'engagement de l'Etat de consulter exclusivement, pour la réalisation des prestations couvertes par l'accord-cadre, le titulaire de l'accord-cadre.

Dans le cas de consultations infructueuses répétées, la personne publique se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 36 du CAC Armement à l'exception du 36.2 b).4° pour lequel le pourcentage appliqué pour calculer la somme forfaitaire est de 0 %.

La personne publique se réserve le droit d'organiser des consultations spécifiques auprès d'autres sociétés dans les cas suivants :

- lorsque, ayant été consulté pour l'attribution d'un marché subséquent donné, le titulaire du présent accord-cadre ne remettrait pas d'offre (sous un délai d'un mois) ou ne remettrait que des offres non susceptibles d'être retenues (offres irrégulières, inacceptables, inappropriées selon au sens du CCP) ;
- lorsque le besoin nécessite une exigence de sécurité (au stade de la passation ou de l'exécution) plus élevée que celle prévue au présent accord-cadre ;
- pour des raisons liées à l'homogénéité, la fonctionnalité, la cohérence, la complexité ou l'ampleur de l'opération concernée pour des besoins comprenant en partie des prestations prévues au périmètre de l'accord-cadre.

6.12.4 Passation des marchés subséquents

Pendant la période de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord-cadre seront attribués après consultation et (le cas échéant) après négociation, du titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra remettre une offre (et à chaque demande d'offre) dans le cadre de chaque consultation en vue de la passation d'un marché subséquent fondé sur l'accord-cadre et un devis de réparation suite à un diagnostic de panne.

Chaque offre précisera le nombre d'heures par unité d'œuvre et le montant des approvisionnements nécessaires à l'exécution du marché subséquent, assorti d'un délai d'exécution. Cette offre pourra faire l'objet d'une négociation entre les deux parties, notamment sur la base des éléments de valorisation des coûts prévus en annexe M.

Si le titulaire du présent accord-cadre ne remet aucune offre ou remet des offres qui, après analyse, s'avèrent être soit irrégulières, inacceptables, inappropriées au sens du CCP, il devra, sur demande de la personne publique, en indiquer précisément les raisons, justification formelle à l'appui. Ne sera notamment pas recevable une justification basée sur l'engagement de ses moyens matériels et humains sur d'autres marchés ou activités.

6.12.5 Documents et mode de consultation du titulaire de l'accord-cadre

Dans tous les autres cas où cela ne fait pas suite à un diagnostic de panne, la consultation est initiée par une demande de proposition technique et financière envoyée par mail ou VIA PLACE, au titulaire de l'accord-cadre.

Le courriel de consultation indiquera notamment la date et l'heure limites fixées pour la remise de l'offre ainsi que les coordonnées du correspondant technique en charge de l'opération. En cas de remarques du titulaire sur le projet, celles-ci viendront interrompre le délai de remise de l'offre. Ces remarques devront être formalisées par tout moyen.

Le dossier de consultation sera constitué des documents suivants :

- - le cas échéant, le projet de cahier des clauses administratives particulières (CCAP), relatif à l'objet de la consultation (le marché subséquent pourra également faire l'objet d'un marché simplifié) ;
- - le projet de CCTP, qui contient les exigences techniques de la personne publique en complément de celles fixées dans le CCTP du présent accord-cadre ;
- - tout autre document nécessaire à la passation du marché subséquent

L'offre de prix sera notamment analysée au regard des éléments inscrits en annexe M.

A l'issue des négociations la personne publique adressera au titulaire de l'accord-cadre le marché subséquent pour signature.

6.12.6 Autorité signataire des marchés subséquents

L'autorité signataire de l'accord-cadre (ou son représentant) est seule habilitée à signer les marchés subséquents.

L'autorité signataire de l'accord-cadre (ou son représentant) se réserve le droit de ne pas émettre de marchés subséquents au titre du l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6.13 Clause de réexamen relative aux situations de crise

En cas de crise au sens de l'article R.2322-3 du CCP ou de crise prévisible, les parties pourront convenir par avenant de modifier les conditions d'exécution du marché.

Ces modifications pourront concerner notamment : les conditions d'affermissement des éventuelles tranches optionnelles, l'anticipation des livraisons prévues au marché ou leur fractionnement, l'organisation des vérifications techniques préalables à la réception, ainsi que les conditions de paiement associées à la réalisation des prestations.

Ces modifications ne pourront avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Le titulaire s'engage à laisser à la personne publique toute latitude pour procéder à des constatations contradictoires, et à lui communiquer les éléments nécessaires à la détermination des nouvelles conditions d'exécution.

ARTICLE 7. GARANTIE DES PRESTATIONS

7.1 Garantie technique

Pour les prestations produites au titre du présent accord-cadre, la garantie technique est une garantie de bon fonctionnement, qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.2 du CAC Armement. Elle constitue une obligation de résultat.

7.2 Délais de garantie de bon fonctionnement

Les délais de garantie sont ceux fixés à l'article 34.2.2 du CAC Armement.

ARTICLE 8. SOUS-CONTRACTANTS

Les éventuelles sociétés désignées par le titulaire en cours d'exécution du marché seront, si elles en remplissent les conditions, reconnues comme sous-traitants acceptés par l'administration.

En cas de déclaration de sous-traitance (au sens de l'article L.2393-1 du CCP) en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera la déclaration de sous-traitance à l'autorité signataire du marché.

Cette déclaration contiendra l'ensemble des éléments suivants :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire joindra également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une des interdictions d'accéder aux marchés publics listées aux articles L2341-1 à 3 et L2341-5 du CCP.

Le silence de l'autorité signataire du marché gardé pendant 21 jours, à compter de la réception de l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus, vaudra acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Ces sous-traitances pourront être déclarées critiques au sens du CAC Armement.

8.1 Sous-traitances jugées critiques

Le marché ne comporte pas, à sa date de notification, de sous-traitances jugées critiques.

ARTICLE 9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

9.1 Accès des personnels extérieurs intervenant sur un site relevant du ministère des armées

Les prestations dues au titre du présent accord-cadre sont susceptibles de nécessiter l'accès à une ou plusieurs catégories d'emprise suivantes : un terrain militaire ne relevant d'aucune disposition particulière, un point d'importance vitale (PIV), une zone protégée, une zone réservée, une zone à régime restrictif.

Les dispositions du code de la défense, de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (appelée IGI dans la suite du texte), du code pénal, des réglementations spécifiques et du plan de prévention de chaque emprise concernée sont applicables en fonction de la catégorie d'emprise concernée.

Le présent accord-cadre prévoit la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre une enquête administrative à l'égard des personnes physiques et morales extérieures au ministère des armées qui seraient amenées à intervenir sur une emprise du ministère des armées au titre du présent accord-cadre. Cette enquête administrative préalable à l'accès aux sites sensibles fera l'objet d'un encadrement strictement prévu par chaque emprise. Elle permet d'autoriser ou, le cas échéant, de refuser l'accès au site du ministère. Les opérateurs concernés devront prendre contact, dans un délai suffisant, auprès du responsable ou de son représentant du site visé pour connaître les obligations précises en matière d'accès.

9.2 Lutte informatique défensive

Dans le cadre de la politique nationale de sécurité des systèmes d'information, le titulaire du marché s'engage :

9.2.1 Titulaire français

1) Pour ses réseaux, quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'État (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation...), en cas d'intrusion constatée :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité contractante (DGA/SSDI) et le correspondant DRSD du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire, et de toute autre information nécessaire et connue,
- à prendre en compte les mesures préconisées par la DRSD en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'État ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles. Dans ce cadre, l'État peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au titulaire

et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

2) Pour ses réseaux d'entreprise, à savoir tout réseau hébergeant des données autres que celles visées au 1), en cas d'intrusion constatée et concernant ses informations vitales, ou toute autre information à l'appréciation du titulaire :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité contractante (DGA/SSDI) et le correspondant DRSD du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire et de toute autre information nécessaire et connue,

- à mettre en œuvre, en concertation avec la personne publique, les mesures de sauvegarde et de protection de l'information hébergée sur lesdits réseaux.

Par ailleurs, l'État ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles et dans le respect de leurs obligations légales respectives. Les parties se concerteront pour agréer au cas par cas les actions à mener.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

Lorsque le titulaire est un Organisme d'Importance Vitale (OIV), il est soumis aux obligations particulières législatives et réglementaires associées à sa qualité d'OIV. Pour chaque éventuelle contradiction ou obligation similaire à celles prévues dans le présent article, les obligations concernées, découlant de la législation et la réglementation relatives aux OIV, respectivement primeront ou se substitueront aux obligations issues de la présente clause. Le titulaire en informera DGA/SSDI, le cas échéant.

9.2.2 Titulaire étranger

Pour ses réseaux, quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'État (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation française, etc...), en cas d'intrusion constatée : à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité de sécurité du pays dont il relève conformément aux réglementations en vigueur dans ce pays ainsi que l'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI).

L'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI) se mettra en contact avec son homologue étranger selon les accords de sécurité en vigueur entre la France et ce pays.

Par ailleurs, l'État ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

9.2.3 Cas des sous-traitants français

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations ci-après dans les contrats passés avec ses sous-traitants français :

Pour ses réseaux, quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'État (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation,...), en cas d'intrusion constatée :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité contractante (DGA/SSDI) et le correspondant DRSD du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises, et de toute autre information nécessaire et connue.

De plus, dans le cas où les données liées à l'exécution du présent accord-cadre sont concernées, le sous-traitant devra informer, le titulaire, de cette intrusion,

- à prendre en compte les mesures préconisées par la DRSD en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'État ou le sous-traitant peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre et le titulaire dans les meilleurs délais possibles.

Dans ce cadre, l'État peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du sous-traitant des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au sous-traitant et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le sous-traitant s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

Lorsque le sous-traitant est un Organisme d'Importance Vitale (OIV), il est soumis aux obligations particulières législatives et réglementaires associées à sa qualité d'OIV. Pour chaque contradiction ou obligation similaire à celles prévues dans le présent article, les obligations concernées, découlant de la législation et la réglementation relatives aux OIV, respectivement primeront ou se substitueront aux obligations issues de la présente clause. Le sous-traitant en informera DGA/SSDI le cas échéant.

9.2.4 Cas des sous-traitants non français

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations ci-après dans les contrats passés avec ses sous-traitants non français :

En cas d'intrusion constatée sur ses systèmes d'information pouvant affecter des *données sensibles* du contrat le sous-traitant devra informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité de sécurité du pays dont il relève conformément aux réglementations en vigueur dans ce pays ainsi que le titulaire du marché qui s'engage à en informer l'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI)*.

L'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI) se mettra en contact avec son homologue étranger selon les accords de sécurité en vigueur entre la France et ce pays.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

* Adresse postale de l'autorité de sécurité déléguée :

DGA/SSDI - 60 boulevard du Général Martial Valin – CS 21623 - 75509 Paris Cedex 15

Adresse électronique fonctionnelle : dga-ext.olid.fct@intradef.gouv.fr

9.3 Marchés sensibles

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché sensible s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître de ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- le code pénal, notamment ses articles 413-9 à 413-12 ;
- l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, approuvée par arrêté du 9 août 2021 ;
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/NP relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, approuvée par arrêté du 15 mars 2021 ;
- l'article 6 du CAC Armement applicable au présent accord-cadre ;

Par ailleurs, le titulaire reconnaît qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du présent accord-cadre, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret.

Les personnes devant participer aux prestations du présent accord-cadre, ayant besoin pour l'exécution de ces prestations d'accéder à des locaux contenant des informations ou supports classifiés, mais n'ayant pas besoin de connaître de ces informations, devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément aux instructions précitées et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Pour cela, le titulaire s'engage :

- à ne présenter à ce contrôle que des personnes appartenant en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire, et à remplacer immédiatement toute personne qui n'aura pas été autorisée ;
- à faire signer par ces personnes, appelées sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent accord-cadre, une déclaration individuelle par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations du présent accord-cadre ;
- à remettre à l'autorité responsable du site la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité signataire du marché ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le titulaire s'engage à ne pas sous-traiter de travaux du présent accord-cadre sans autorisation préalable de l'autorité contractante.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

ARTICLE 10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Pour la satisfaction de ses besoins, l'Etat acquiert un droit d'utilisation, de reproduction, de duplication, de modification de tout ou partie des résultats des prestations, y compris l'ensemble de la documentation produite ou fournie au titre de l'accord-cadre, pour lui-même et ses cocontractants, sans limite de durée.

Dans le cadre de l'accord-cadre, lorsque le titulaire est amené à modifier des plans ou des documents mis à sa disposition par la personne publique, ces plans ou documents modifiés restent la propriété exclusive de la Personne Publique et aucun droit de propriété intellectuelle ne peut être revendiqué par le titulaire ou ses sous-traitants.

Le titulaire ne peut pas communiquer à des tiers les documents ou plans mis à sa disposition par la personne publique, modifiés ou non, à titre gratuit ou onéreux.

Le titulaire garantit que les contrats passés avec ses sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à la personne publique pour l'utilisation des résultats des prestations.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1 Sécurité des équipements de travail et des moyens de protection y compris les équipements de protection individuelle

1/ Les fournitures livrées au titre du présent accord-cadre et entrant dans le champ d'application des articles R4311-4 à R4311-6, R4311-6 à R4311-10 du code du travail devront répondre aux obligations de sécurité visées à la quatrième partie livre III titre Ier du code du travail. Pour ces fournitures, le titulaire devra établir une déclaration CE de conformité et apposer le marquage CE conformément aux dispositions des articles R4313-1 à R4313-6 et aux arrêtés du 22/10/2009 relatifs à la déclaration de conformité et au marquage CE des machines et des équipements de protection individuelle.

Ces fournitures devront être accompagnées de leur notice d'instruction conformément aux dispositions de l'annexe I de l'article R4312-1 ou de l'annexe II de l'article R4312-6 du code du travail.

2/ Pour les fournitures relevant du 5° ou 8° de l'article R4311-5 ou du 1° de l'article R4311-11 du code du travail, bien qu'elles soient exclues du champ d'application visé au paragraphe 1/ *supra*, le titulaire s'efforcera de se conformer aux règles de sécurité de droit commun applicables respectivement aux machines de catégorie(s) similaire(s) citée(s) par les articles R-4311-4 à R4311-6, et R4311-6 à R4311-7, du code du travail ou aux équipements de protection individuelle de catégorie(s) similaire(s) citée(s) par les articles R4311-8 à R4311-10 du code du travail.

Ces fournitures devront être utilisées conformément à leur destination par du personnel compétent et éventuellement habilité, dans les conditions d'utilisation et de maintenance qui sont spécifiées dans le marché et/ou dans les documents livrables.

Pour les fournitures pour lesquelles les exigences techniques et/ou opérationnelles ne permettent pas de se conformer aux règles de sécurité de droit commun, le titulaire devra en informer le pouvoir adjudicateur et fournir un dossier justificatif comprenant :

- l'ensemble des éléments qui ne répondent pas aux règles de sécurité de droit commun ;
- les mesures prises en alternative aux règles de sécurité de droit commun ;
- lorsque le CCTP le prévoit, une attestation signée par le titulaire certifiant que les mesures ci-dessus ont été mises en œuvre pour la/les fourniture(s) identifiée(s) par ce paragraphe 2/. Dans le cas où le titulaire ferait appel à un organisme habilité et indépendant, le rapport établi par ce dernier sera joint à l'attestation précitée.

Ce dossier sera remis à l'autorité signataire du marché, ou son représentant, préalablement à la réalisation des opérations de vérification.

ARTICLE 12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1 Personnes habilitées

L'autorité signataire du marché (ou son représentant) est habilitée à émettre toute décision au titre du présent accord-cadre en matière :

- de demandes de sursis de livraison émises en application de l'article 26 du CAC Armement,
- de demandes de prolongation de délai émises en application de l'article 26 du CAC Armement,

- de demandes d'exonération de pénalités.

12.2 Résiliation

Le présent accord-cadre, ses marchés subséquents et bons de commande ou provisionnels pourront faire l'objet d'une (ou plusieurs) résiliation(s) partielle(s), dans les cas prévus à l'article 36 du CAC Armement.

12.3 Nantissement

Dans le cas des bons de commande, il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique⁽¹⁾ ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

⁽¹⁾ Copie de l'original du marché/du revêtu de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire

Dans le cadre des marchés subséquents, Il est délivré au titulaire (le cas échéant à chaque cotraitant), à sa demande, une copie de l'original du marché subséquent revêtu de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

12.4 Protection des données à caractère personnel

La réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel désigne le Règlement européen (UE) n°2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (dénommé ci-après « RGPD »), et toute réglementation relative aux traitements de données personnelles applicable pendant la durée du marché, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, désignés ci-après « réglementation applicable ».

L'ensemble des termes suivants sont définis à l'article 4 du RGPD :

- Constitue un « responsable du traitement » : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. » ;
- Constitue un « sous-traitant » : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. ».

Au sens du RGPD (article 28), lorsque le « sous-traitant » recrute un autre sous-traitant, ce dernier est un prestataire de second rang comme le sous-traitant au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Est « sous-traitant du sous-traitant » celui qui est recruté par le « sous-traitant » pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques pour le compte du « responsable du traitement ».

Au sens de la disposition ci-dessous, le traitement des données à caractère personnel ne fait pas partie de l'objet même de l'accord-cadre.

À des fins de gestion administrative de l'accord-cadre, chaque partie est amenée à traiter les données à caractère personnel de l'autre partie. Pour le traitement desdites données qu'elle effectue, chaque partie est qualifiée de « responsable de traitement » au sens de la réglementation applicable et s'engage à respecter cette dernière.

À cet égard, pour se conformer à l'article 14 du RGPD, chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie la mention d'information pour que cette dernière la communique aux personnes concernées.

12.5 Tribunaux compétents

Le présent accord-cadre est soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Pour le présent accord-cadre, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif sont soumis au tribunal du ressort du siège de l'autorité publique contractante.

12.6 Notification de l'accord-cadre

Si la date de notification du présent accord-cadre a lieu au-delà de 6 (six) mois à compter de la date de sa signature par le titulaire, ce dernier disposera de 10 jours à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent accord-cadre.

En cas de refus exprimé dans ce délai, l'accord-cadre sera résilié dans les conditions de l'article 36 du CAC Armement, à l'exception du quatrième alinéa du b) du 2 de l'article 36 pour lequel le pourcentage appliqué pour calculer la somme forfaitaire est de 0 %. Passé ce délai, le titulaire sera tenu d'exécuter la commande aux conditions de l'accord-cadre.

12.7 Entité liquidatrice – Ordonnateur – Comptable assignataire – Condition d'envoi des factures

12.7.1 Entité liquidatrice

L'entité liquidatrice chargée de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

la sous-direction de l'exécution financière
du service de l'exécution financière, de la gestion logistique des biens et des comptabilités
(DGA/DP/SEREBC/SDE)
16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or
CS 40300
94114 Arcueil Cedex

Le chef de cette entité est également chargé de fournir au titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent accord-cadre ou d'une transmission des documents prévus au titre de l'article R.2391-28 du CCP.

12.7.2 Ordonnateur

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière est le directeur du service de l'exécution financière, de la gestion logistique des biens et des comptabilités (SEREBC) :

12.7.3 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

L'agent comptable des services industriels de l'armement (ACSIA)
11, rue du Rempart

12.7.4 Conditions de transmission des factures

Le titulaire envoie exclusivement ses factures selon le mode de transmission par voie dématérialisée.

Les factures sous forme dématérialisée doivent être émises conformément au décret n°2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique et à l'arrêté du 09/12/2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire (mandataire/cotraitant) dispose de trois procédures :

1. Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
2. Un mode « portail » nécessitant de l'émetteur,
 - soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet mis à disposition des opérateurs économiques à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>,
 - soit directement l'envoi de sa facture sur ce même portail internet ;
3. Un mode « service » nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes « flux », « portail » et « service » sont disponibles à l'adresse internet suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée.

12.7.5 Ensemble des éléments de rédaction des factures, nécessaires à la liquidation.

Voir annexe A du CCAP.

12.8 Pilotage du suivi de l'exécution de l'accord-cadre

Le pilotage du suivi de l'exécution du présent accord-cadre est assuré le responsable technique (ou son représentant) du département FP de la Sous-Direction Technique de DGA Techniques Hydrodynamiques de Val de Reuil.

Toute communication relative à l'exécution de l'accord-cadre, ses marchés subséquents ou ses différents bons de commande devra lui être adressée en destinataire à l'adresse suivante :

DGA Techniques hydrodynamiques – Département Fabrication Préparation
A l'attention du chef du département
Chaussée du Vexin - BP 510
27105 VAL DE RUEIL Cedex

Si le courrier concerne une demande de prolongation de délai, une demande de sursis de livraison, une demande d'exonération de pénalités ou tout autre aspect d'ordre contractuel, une copie devra être également envoyée à la division d'achats du service des achats d'armement d'Ile-de-France-Normandie (site de Val-De-Reuil) à l'adresse suivante :

DGA Techniques hydrodynamiques S2A/PROD/DA-IDFN (Site de Val De Reuil)
A l'attention du chef de la division achat

12.9 Adresse de correspondance du titulaire

Toutes correspondances et notifications relatives à l'exécution du présent accord-cadre seront adressées au titulaire à l'adresse indiquée au paragraphe **B1** de l'Acte d'Engagement.

Toute modification de ces adresses devra être indiquée à la division d'achat Ile-de-France Normandie du service des achats de l'armement (site de Val de Reuil) par lettre recommandée avec accusé de réception à la division achat à l'adresse mentionnée à l'article 12.8*supra*.

12.10 Notification dématérialisée de la personne publique à destination du titulaire

Conformément aux stipulations de l'article 2.2 du CAC Armement les écrits et communications prévus pour l'exécution de l'accord-cadre peuvent être remplacés par des supports ou échanges électroniques. Les écrits et communications liés à l'exécution de l'accord-cadre qui doivent être notifiés par la Personne publique sont notamment les décisions, ordres de service, commandes provisionnelle et bons de commande, les avenants. Ils sont désignés ci-après "documents".

Lorsqu'ils sont notifiés par la Personne publique de manière dématérialisée, ces documents le sont par le biais du profil acheteur. Dans ce cas, le titulaire est réputé avoir reçu cette Notification à la date la moins tardive entre :

- la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par le profil acheteur ;
- à défaut de consultation du document dans un délai de huit (8) jours, la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur prolongée d'un délai de huit (8) jours ;
- dans le cas où la transmission du document est soumise à un délai de Notification, et que le document a été mis à disposition sur le profil acheteur dans le délai imparti, la date d'expiration du délai imparti. Cela concerne notamment les décisions prises à l'issue des opérations de vérification ainsi que les décisions confirmées, nouvelles ou modifiées en cas d'observations du titulaire

12.11 Notification du titulaire à destination de la personne publique

Les Notifications effectuées par le Titulaire à destination de la Personne publique s'effectuent dans les conditions de l'article 2.2 du CAC Armement.

12.12 Clause Cyber sécurité

A compter de la notification du marché, le Titulaire procède à une analyse de son niveau de maturité cyber par auto-évaluation au regard des 21 exigences du niveau fondamental du référentiel de maturité cyber (Guide-SDI-SecNum-2217-Ed.02_Référentiel maturité Cyber fondamental).

L'analyse du niveau de maturité cyber est actualisée au plus tard tous les trois (3) ans ou à chaque événement de nature à modifier le contexte dans lequel la précédente analyse du niveau de maturité cyber a été établie, notamment après un changement majeur de l'architecture du système d'information ou un changement d'organisation.

Le Titulaire conserve durant toute la durée de l'exécution du marché l'analyse la plus récente ainsi que les pièces justificatives et les tient à la disposition de la Personne publique si celle-ci en fait la demande.

Le Titulaire s'engage en fonction du résultat de son auto-évaluation au regard du référentiel de maturité cyber à entreprendre une démarche d'amélioration afin d'atteindre le niveau fondamental dudit référentiel.

ARTICLE 13. LISTE DES DEROGATIONS AU CAC ARMEMENT

Le présent accord-cadre déroge aux articles suivants du CAC Armement :

L'article suivant du CCAP :	Déroge à l'(aux) article(s) suivant(s) du CAC Armement :
5.6.1	27.1
6.6.1	29.1

ANNEXE AX : CONDITIONS D'ACCES SUR LE SITE DGA TECHNIQUES HYDRODYNAMIQUES A VAL DE REUIL

Les personnes extérieures au centre DGA Techniques hydrodynamiques désirant pénétrer sur le site doivent fournir les éléments suivants :

Pour les personnes :

MOTIF DE LA VISITE :

Personne(s) visitée(s) :

Lieu(x) visité(s) :

Date de début :

Date de fin prévue :

RENSEIGNEMENTS D'IDENTITE

NOM (de jeune fille) :

Prénoms :

Date de naissance :

Ville de naissance :

Nationalité :

Société :

Pièces d'identités acceptées sur le site de DGA Techniques hydrodynamiques :

Pour les visiteurs de nationalité française	
Carte nationalité d'identité	
Passeport	
Nouveau permis de conduire	
Pour les visiteurs de nationalité étrangère	
Passeport	
Titre de séjour	

ANNEXE A : ENSEMBLE DES ELEMENTS DE REDACTION DES FACTURES NECESSAIRES A LA LIQUIDATION

Les mentions nécessaires au traitement des factures sont conformément à la réglementation:

- Indication du nom de l'opérateur économique (identique à celui figurant à l'accord-cadre notifié), du numéro SIREN, de l'adresse et des autres informations légales le concernant,
- Indication du numéro de la facture,
- Indication de la date d'émission de la facture,
- L'adresse de facturation est celle indiquée à l'accord-cadre en article 12 « Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et conditions d'envoi des factures »,
- Indication du numéro du service exécutant (ce numéro figure à l'accord-cadre ou a été précisé lors de la notification de celui-ci),
- Indication du numéro de l'accord-cadre ainsi que de son objet,
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, indication du numéro d'engagement juridique du bon de commande (240xxxxxxx) ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement juridique CHORUS du contrat (ce numéro figure à l'accord-cadre ou a été précisé lors de la notification de celui-ci),
- Indication, le cas échéant : de la tranche, du bon de commande ou du poste concerné par la facture,
- Indication :
 - o En cas d'acompte : de la clé technique ou du rang d'acompte des mentions spécifiques indiquées au certificat de cessibilité (*en cas de sous-traitant à paiement direct*).
 - o En cas de solde/reste à payer (*en cas de sous-traitant à paiement direct*) : de la précision qu'il s'agit d'une facture pour solde/reste à payer.
- En cas de révision de prix : indication du calcul complet de la formule prévue à l'accord-cadre/sous-traité et mentionné dans le certificat de cessibilité,
- Indication des quantités et dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- Indication du type de prix : unitaire et/ou forfaitaire,
- Indication du montant hors taxes (HT), du montant et du taux de TVA (ainsi que la répartition, le cas échéant, du montant par taux de T.V.A) et du montant toutes taxes comprises (TTC),
- Indication du montant net à payer,
- Indication de la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- Indication du numéro de compte bancaire qui doit être cohérent avec les mentions figurant, le cas échéant, à l'accord-cadre ou indication de tout changement de compte bancaire,

NB : Le sous-traitant ne fait pas l'objet d'un solde mais d'un reste à payer

ANNEXE CS : CLAUSES DE CYBERSECURITE

L'objectif de cette annexe est de lister dans le cadre de prestations d'achats, les exigences que le titulaire devra respecter dans le domaine de la cyber-sécurité. Les thèmes abordés sont au nombre de deux et concernent :

- La livraison de matériel informatique (PC, automate, logiciels....)
- L'échange d'information électronique (rapport, documents, CD Rom, mise à jour logiciel...)

1 Livraison de matériel informatique

a. Protection contre les Codes Malveillants (PCM)

Le titulaire garanti que les matériels livrés (PC, automates et supports mémoires (CD, DVD, clef USB ...) fournis ou amenés (pour les maintenances) ne contiennent pas de virus ou de logiciels malveillants.

Pour cela, avant toute connexion sur les équipements actifs du site, tous les disques durs et les supports mémoires seront vérifiés par DGA TH. Cette opération sera réalisée via une station blanche contenant au minimum 2 anti-virus.

Dans le cas d'une suspicion de virus ou de logiciels malveillants, une procédure interne est exécutée. Le délai lié à cette procédure interne est neutralisé dans les délais contractuels du titulaire.

Dans le cas d'une détection avérée, le titulaire élimine les logiciels malveillants.

Le titulaire peut être présent lors du contrôle des supports et reste responsable du matériel. Si nécessaire, le démontage et le remontage des disques durs sont réalisés par le titulaire.

Ce contrôle ne vaut pas réception du matériel.

b. Rétention des supports de stockage

Les éléments du système d'information (serveur, poste de travail, poste de maintenance,) comportant des unités de stockage d'information numériques (disques durs et toute autre pièce supposée pouvoir stocker des informations) ne pourront pas quitter l'enceinte de l'établissement utilisateur sans avoir été préalablement déposés des pièces sensibles qui demeureront propriété de la DGA Techniques hydrodynamiques.

Le titulaire fournira, lors de la livraison des matériels, la liste des supports numériques avec leurs types et numéros de série. La fourniture des supports de rechange ou de retour usine fait partie du marché. En cas de retour usine, ces supports ne doivent pas avoir été utilisés.

En cas de modification de la configuration en cours de marché (mises à niveau technique, réparation par échanges normalisés en présence du représentant de l'administration, etc.), les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent. Le titulaire fournira toutes les informations nécessaires aux représentants de l'administration pour la mise à jour des listes des supports numériques.

A la fin de l'exécution du contrat, les supports de stockage numériques utilisés ou non, seront déposés en présence des représentants de l'administration qui contrôleront la correspondance avec la liste fournie.

Si les représentants du titulaire doivent disposer de matériels numériques (outils et supports) pour assurer la maintenance préventive ou curative, ceux-ci seront :

- soit fournis par le titulaire à l'administration, stockés par celle-ci, mis à disposition du technicien de maintenance sur site et resteront la propriété de l'administration à l'issue du marché.
- Soit mis à disposition du titulaire par l'administration. Dans ce dernier cas, le titulaire sera autorisé à installer tout le logiciel dont il aura besoin sur le matériel mis à disposition. L'importation de données externes se fera exclusivement par le moyen d'un support non réinscriptible ; ce support sera remis à l'administration à l'issue de l'opération de maintenance.

Toute connexion directe à un réseau est par ailleurs prohibée.

Les éventuels supports numériques permettant de réaliser des mises à jour du logiciel interne des matériels du titulaire, objet du présent marché, resteront la propriété de l'administration à l'issu de toute utilisation sur l'un des matériels objets du présent marché.

c. Habilitation des personnels

Les personnels que le titulaire fera intervenir sur des matériels objets du présent marché devront faire l'objet d'un agrément (contrôle élémentaire ou habilitation préalable) au niveau correspondant de classification maximum des documents qui ont été traités par les matériels objets du présent marché faisant objet de l'intervention.

Une liste des personnels qui interviendront sur les matériels du présent marché, sera affichée au poste d'accueil de DGA Techniques hydrodynamiques. Seules les personnes sur cette liste pourront intervenir et elles seront accompagnées par un personnel de l'établissement.

Si le titulaire fait appel à des sous-traitants, ces derniers doivent appliquer les présentes clauses de sécurité.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les différentes informations du système (clause de confidentialité).

2 Détention de documents chez le titulaire

Tout échange de documents entre DGA TH et le titulaire doit se faire en respectant l'IGI 1300. En voici quelques éléments d'application :

- Pour le traitement, l'impression, le stockage ou la transmission des informations ou support portant la mention « Diffusion Restreinte » ou « Confidentiel Défense », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité conformément à l'instruction établie par l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) définissant les règles applicables aux systèmes d'information pour le niveau demandé. (Livrable : note Homologation à transmettre à l'OS DGA TH)

- Les documents informatiques qui portent également la mention « Spécial France » ne peuvent être acheminés, par voie électronique, que par un canal national spécifique de transmission offrant toutes les garanties de sécurité et de cloisonnement répondant notamment aux exigences visées au dernier paragraphe

(Cf. paragraphe « Clauses de sécurité »)

- Le titulaire met en œuvre les dispositions permettant de garantir la protection des données portant la mention DR ou DR-SF transitant par voie électronique. Il dispose notamment du logiciel de cryptage de données « ACID Cryptofiler V7 ». A défaut les données protégées ne transitent pas par cette voie, mais par voie postale ou livreur agréé.

ANNEXE LA TH : LIVRET D'ACCUEIL ET CONSIGNES SUR LE SITE

(Cf. PDF joint)